



Intervention de Dominique Strauss-Kahn

Chers Amis,

Ce que je vois ce soir en vous regardant, ce que je perçois en cette minute en m'exprimant depuis cette tribune, ce que je ressens en ce moment, c'est que la gauche est bien belle quand elle est debout !

C'est cette gauche là que je veux servir. Celle qui veut construire l'alternative. Celle qui souhaite donner des couleurs à une opposition frontale. Celle qui veut remettre en marche le grand mouvement du progrès.

Et qu'est-ce que le progrès pour la gauche ? C'est l'humanité, maître de son destin. C'est un peuple construisant le sien.

Ce sont des hommes et des femmes refusant le monde tel qu'il se présente spontanément à eux et voulant le transformer.

Et qui mieux que la gauche, précisément, a transformé le monde ? Qui mieux que la gauche a fait briller le beau mot de liberté ? Qui mieux que la gauche a donné son sens au mot égalité ? Qui mieux que la gauche a fait claquer le drapeau de la fraternité ?

C'est Pierre Mendès-France s'attaquant, le premier, au colonialisme pour rapprocher les deux rives de la Méditerranée.

C'est François Mitterrand, démantelant les lois « sécurité et liberté », abolissant la peine de mort et supprimant les tribunaux des forces armées.

C'est Lionel Jospin, créant la CMU, inscrivant le PACS dans notre droit et la parité dans notre Constitution.

Liberté, égalité, fraternité. La gauche a sa part, et c'est souvent la plus belle, dans notre République. La République, c'est la France et quand la France va mal, mes camarades, la République vous appelle.

Or, aujourd'hui, la France va mal. La France s'abîme. La France est en crise.

C'est ce que les Français, tous les jours, ressentent et nous disent. C'est ce que constatent les autres pays qui nous regardent. De locomotive, la France est devenue la voiture-balai de l'Europe. Pas un domaine, ni social, ni économique, ni politique, qui n'échappe à cette crise de tous les instants.

Notre démocratie est fragilisée. Et ce sont toujours les plus fragiles qui souffrent le plus.

Le Gouvernement, ou, pour être plus précis, le Gouvernement *et* le Président de la République, sont au cœur de cette dégradation.

J'avais choisi de laisser le temps passer avant de juger.

Au début de cette année, participant à l'émission *100 mn pour convaincre*, j'avais formulé mes premières critiques. Le porte-parole du Gouvernement, Jean-François Copé, m'avait accusé de « tirer à boulets rouges » sur ce Gouvernement. Je lui avais répondu que ce n'était que de « petites boulettes » et que quand je tirerai « à boulets rouges », il s'en apercevrait.

Aujourd'hui, le moment est venu.

Ce Gouvernement a eu sa chance. Il l'a gâchée. Ne le laissons pas gâcher l'avenir de la France. Triste image que donne la France aujourd'hui.

Triste image ! Notre pays est dans l'œil du cyclone à Bruxelles : le ministre des finances reste cloîtré – à tel point que c'est le ministre des finances... belge qui vient parler pour lui à la radio...

Triste image ! Un grand débat sur l'école est lancé, 15000 réunions annoncées : le ministre de l'éducation reste caché.

Triste image ! Après le désastre de cet été, un plan pour les personnes âgées est préparé, un jour férié est supprimé : le ministre des affaires sociales est réprimandé – après deux jours d'enquête acharnée, le Premier ministre l'a enfin confondu. Il avait osé parler à la presse.

Triste image ! Nous avons tous à l'esprit ce spectacle dérisoire et grotesque qui n'est vieux que de trois jours : Jean-Pierre Raffarin et de l'un de ses principaux ministres s'affichant main dans la main devant toutes les télévisions. Pourquoi ? Pour mettre en scène... leur propre réconciliation.

Mes amis, je garde en mémoire, comme vous, l'image de deux hommes main dans la main. C'était François Mitterrand et Helmut Kohl à Verdun

pour sceller la réconciliation franco-allemande. La France avait quand même, à l'époque, une autre allure !

On le voit, il y a encore des ministres, mais y a-t-il encore un Gouvernement ? Et surtout, y a-t-il encore un chef de Gouvernement ? La droite elle-même en doute et on assiste déjà à la danse indigne des prétendants. Il faut dire que les hésitations de Jean-Pierre Raffarin peuvent créer un doute !

La suppression d'un jour férié a donné lieu à une succession de palinodies : on annonce le principe, puis on consulte, puis on décide, puis on dément, puis on reporte, puis on hésite, puis on annonce une décision dont nul ne comprend les modalités mais dont chacun déchiffre très clairement le sens.

Plus récemment, mêmes volte-face avec le tabac : on augmente les prix, on est surpris du mécontentement, on maintient l'augmentation de janvier et on prend des engagements pour l'avenir pour tout dire des engagements pour les autres.

Le Premier ministre ne décide plus, il s'évapore et il flotte ; le Premier ministre ne réforme pas, il manœuvre et il flatte.

En regardant ce triste spectacle, chaque matin, les Français se font une idée un peu plus précise et un jugement un peu plus clair ; les Français se disent « ce Gouvernement est à bout de souffle, il ne peut plus continuer ! ».

Mais, nous le sentons tous, il y a bien plus grave que ces anecdotes.

Mes camarades, quel est le bilan de ce Gouvernement ? Que chacun s'interroge ! Le gouvernement compte sur l'oubli des Français, mais ils ne sont pas prêts de pardonner la litanie des régressions de ces derniers mois. Que partout, dans chaque famille, dans chaque atelier, chacun établisse son bilan personnel de ces dix-huit mois !

C'est le bilan de l'injustice.

Injuste, l'abandon des 500 000 emplois jeunes.

Injuste, l'augmentation de 150 000 du nombre de chômeurs.

La diminution des crédits pour les personnes âgées. Injuste !

La réduction drastique des contrats emplois solidarité. Injuste !

La suppression des programme TRACE pour les chômeurs en difficulté.
Injuste !

La progression des taxes sur le gazole et l'explosion du prix du tabac.
Injuste !

La multiplication des déremboursements et le relèvement du forfait hospitalier. Injuste !

L'alourdissement de la fiscalité locale. Injuste !

La limitation de l'allocation de solidarité pour près de 200 000 chômeurs de longue durée. Injuste !

L'accroissement des tarifs des services publics. Injuste !

Cette semaine encore, le bouleversement des principes fondateurs du droit du travail. Injuste !

Et les difficultés sont encore devant nous.

Les déficits sociaux s'accumulent – et, déjà, la hausse de la CSG pointe à l'horizon. Injuste !

La dette augmente – et, ce sont nos enfants qui devront payer la gabegie de ce gouvernement. Injuste !

Les crédits de la recherche sont écrasés – et c'est l'avenir qui est sacrifié. Injuste !

Voilà le bilan. Il est édifiant, terrifiant, accablant. Ce Gouvernement est devenu une sorte de calamité nationale.

Et, face à ces régressions, quelles sont les avancées que le gouvernement tente de mettre en avant ? Une caricature de mesures concentrées sur une infime minorité.

L'impôt sur le revenu principalement pour les 10% les plus riches.
Abaissé.

L'impôt sur la fortune. Allégé.

L'impôt sur les plus-values. Réduit.

Les réductions d'impôt pour les emplois à domicile. Augmentées.

Au total, cette accumulation de mesures forme un ensemble. Un ensemble tout à fait nouveau dans notre histoire. Un ensemble qui porte un nom : celui de l'ultra libéralisme. Ce libéralisme économique qui est faible avec les forts et fort avec les faibles. Le Gouvernement, dans ses discours, prône le pragmatisme. Dans ses actes, il met en oeuvre avec méthode et systématisme une idéologie dure.

Dans la France d'aujourd'hui, avec ses doutes et ses difficultés, ses craintes et parfois ses angoisses, cette politique est en train d'entamer notre cohésion sociale.

Au bout du compte, c'est la démocratie elle-même qui, après le coup de boutoir du 21 avril, est à nouveau fragilisée. C'est notre démocratie qui vacille, qui peine à intégrer la diversité et qui voit l'ennemi dans le regard de l'autre.

Comme vous, je ne veux pas que notre pays laisse renaître quelque forme de racisme que ce soit et je m'effraie l'intolérable résurgence de l'antisémitisme, ce signal récurrent d'une démocratie malade. Je vous appelle à la vigilance contre toutes les formes d'antisémitisme. Celles d'hier, facilement identifiables. Celles d'aujourd'hui, plus nouvelles et plus sournoises.

Ce combat est notre combat commun. Vous savez tous que vous me trouverez toujours dans le camp de la lutte acharnée contre le racisme et l'antisémitisme. Je sais que je vous y trouverai aussi. Car pour nous, pour la gauche, la France que nous aimons est ouverte, accueillante, tolérante, fraternelle.

C'est cette France, notre France, qu'il nous faut aujourd'hui regarder les yeux ouverts. On connaît ce conte d'Andersen dans lequel personne n'ose dire que le roi est nu alors que chacun s'en rend bien compte.

Eh bien, nous devons, à notre tour, dire haut et fort ce qu'un nombre croissant de Français constate tous les jours : ce Gouvernement est dangereux.

Dès lors, la conclusion s'impose : l'intérêt du pays est de changer de gouvernement ; l'intérêt du pays, davantage encore, est de changer de politique.

Nous savons bien que nous n'avons pas la majorité à l'Assemblée nationale. Nous savons bien que le président de la République a peu de chance de prononcer sa dissolution – un chat échaudé craint l'eau froide !

Alors, au nom de cette partie de la France qui pour refuser que le score de Jean-Marie Le Pen ne souille le visage de Marianne a consenti à voter

pour Jacques Chirac le 5 mai 2002, je veux m'adresser au Président de la République.

Ne voyez-vous pas qu'un nouveau 21 avril menace ?

Ne voyez-vous pas, dans ses profondeurs, la France qui gronde ?

Ne voyez-vous pas que la cohésion sociale se délite chaque jour davantage ?

Ne voyez-vous pas, jusque dans votre camp, ceux qui renâclent et qui refusent ?

Monsieur le Président, il faut changer de Gouvernement et il faut surtout changer de politique avant qu'il ne soit trop tard. Prenez vos responsabilités.

Nous, socialistes, hommes et femmes de gauche, nous allons prendre les nôtres ; nous allons nous lever et nous rassembler pour sanctionner cette dérive sans précédent et interdire à l'extrême-droite d'utiliser à son profit la réprobation nationale.

*

Et la gauche, me direz-vous ?

Ayons le courage de le dire : si la gauche est à nouveau sur ses pieds, elle ne s'est pas encore remise à marcher.

Pourquoi ? Pas seulement à cause de la division des forces de gauche qu'on nous fait commenter tous les jours. Ce n'est pas non plus la perspective de la présidentielle qui est aujourd'hui hors de saison.

C'est, plus profondément, parce que les socialistes doutent d'eux-mêmes.

Eh bien, après plus d'un quart de siècle de militantisme dans notre parti, je vous le dis : nous avons toutes les raisons d'être fiers de notre identité, de notre histoire, de nos valeurs. Nous n'avons aucune raison de revêtir des habits qui ne sont pas les nôtres. Nous devons, tout simplement, être nous-mêmes ; oser être nous-mêmes : des socialistes !

*

Quelle doit être notre ambition ? Retrouver le chemin du progrès.

Jacques Chirac, pendant la campagne présidentielle, a repris un thème classique de la droite : le déclin. Ses propres amis retournent maintenant cette thèse contre lui. Peu importe. Ce qui serait grave, ce serait que les Français ne croient plus le progrès possible.

Le XX^{ème} siècle nous a appris que le progrès n'était ni automatique ni constant. Mais je dis que la gauche, qui incarne la réforme, le mouvement, l'avenir, doit porter l'idée du progrès.

Et je sais que la France peut retrouver le chemin du progrès. Mais d'abord, elle doit retrouver la confiance. Il faut pour cela nous atteler aux cinq défis qui sont devant nous.

D'abord, l'emploi parce qu'il n'y a pas de confiance en l'avenir s'il n'y a pas d'emploi. Or la machine à fabriquer le chômage et la précarisation s'est remise en marche.

Le gouvernement et la droite ont définitivement baissé les bras et n'attendent de salut que d'une hypothétique reprise qu'ils ne font rien pour favoriser.

L'extrême gauche, de son côté, agite l'interdiction des licenciements – barrage de papier face aux fureurs de l'océan.

La gauche doit défendre (comme elle commence à la faire dans tous les partis) la sécurité sociale professionnelle, cette grande idée née dans le mouvement syndical qui permet protection et formation tout au long de la vie de chacun.

Notre deuxième défi est celui qui est au cœur du combat des socialistes depuis un siècle et demi, c'est le combat contre les inégalités.

Pour l'emporter dans ce combat contre les nouvelles inégalités, il nous faut d'abord réformer les armes anciennes du socialisme de la redistribution. La redistribution doit devenir plus efficace. Pour cela la réforme fiscale doit être entreprise en supprimant les impôts les plus injustes et en adaptant les autres à la justice fiscale d'une société moderne.

Mais au-delà, nous ne pouvons nous contenter de corriger les inégalités que le marché a créées. Il faut s'attaquer aux inégalités à la racine. Là où elles se forment, à commencer par l'école. Et accepter de concentrer les moyens et de donner plus à ceux qui en ont le plus besoin.

Quoi de plus beau pour les socialistes que de permettre à chacun de faire valoir ses talents et ses efforts sans être entravé comme aujourd'hui par son origine sociale ?

Ainsi, il nous faut mettre en place le socialisme de la production, c'est celui de la Sécurité sociale professionnelle, de la sécurisation des

parcours professionnels. Il nous faut réformer le socialisme de la redistribution qui restera toujours nécessaire pour garantir la solidarité. Mais il nous faut aussi fonder le socialisme de l'émancipation, celui qui attaque les inégalités à la racine dès l'école, qui les empêche de se créer, qui donne à chaque homme, à chaque femme, la maîtrise de son destin. Oui, voilà l'objectif, lutter autant qu'il est possible contre les inégalités de destin.

Notre troisième défi, c'est celui de la civilisation urbaine.

En moins de vingt ans, la France a quitté la ruralité. Toute notre société s'en trouve changée, bousculée, interpellée. C'est à partir de cette donnée nouvelle qu'il faut reconsidérer les questions de logement, d'éducation, de transport, de santé et de culture.

Et aussi celle de la sécurité. Pas la seule question sécuritaire chère à Nicolas Sarkozy mais la protection sanitaire, sociale, la protection de la jeunesse, celle qui couvre les incendies, les catastrophes, les inondations et qui offre à notre pays non seulement un « vivre ensemble » mais une protection collective qui dépasse la seule sécurité des biens.

Le quatrième défi, c'est le défi de l'Europe.

Mes amis, que de timidités pour une si grande idée ! Dans ce domaine comme dans les autres, on ne perd que les combats que l'on ne mène pas. Je veux dire devant vous, ce soir, que je crois à la supériorité d'une Constitution sur la régulation spontanée du marché.

Je suis heureux d'avoir signé avec Martine Aubry et Bertrand Delanoë un appel pour la Constitution européenne. Et je veux réaffirmer que dans la grande dérégulation mondiale, un espace de 500 millions d'hommes et de femmes éduqués, ayant le degré d'organisation sociale le plus développé, appuyé sur le mouvement syndical le plus organisé, ayant l'intérêt pour la planète le plus affirmé, est une chance pour l'humanité.

Aujourd'hui, la gauche et l'Europe ne doivent faire qu'un.

Reste un dernier défi. Le plus difficile peut être. C'est celui de l'union.

Mes amis, j'ai fait un rêve qui peut vous sembler aujourd'hui un peu fou : celui du parti de toute la gauche. Celui d'une formation où vivraient ensemble François Hollande, Marie-George Buffet et Dominique Voynet. Parce que je suis persuadé que les divergences de l'histoire sont aujourd'hui obsolètes et que nos désaccords sont désormais compatibles avec un dessein commun et une maison commune.

Quelle en sera la forme ? Je n'en sais rien. Mais ce que je sais, c'est que, pour y arriver, essayons d'échanger des idées plutôt que des notes

Alors, l'union, oui, parce que le 21 avril est encore trop présent ; l'union, oui, parce que c'est ensemble qu'il faudra reconstruire ; l'union, oui, parce que c'est la dynamique enthousiaste de toute la gauche qu'il nous faut déclencher.

Ce sont ces cinq défis qu'il nous faut relever. Ce sont eux qui détiennent les clefs de l'alternative.

Je le dis d'emblée : nous ne devons pas attendre passivement l'alternance, nous devons préparer activement une alternative. Je m'explique.

Il y a une stratégie – une stratégie qui ne dit pas son nom – qui repose sur un raisonnement simple. Depuis 1981, dans notre pays, chaque élection nationale a connu l'alternance ; aujourd'hui, la majorité échoue ; demain, la gauche redeviendra donc majoritaire. Ainsi, il suffirait d'attendre : leur échec ferait notre succès.

Ce raisonnement est simple, en effet. Mais je crains qu'il ne soit faux. Rien, absolument rien, ne garantit que l'alternance soit automatique. Rien, absolument rien, ne garantit que le parti socialiste tire profit de l'échec du gouvernement.

On peut, bien sûr, invoquer des précédents historiques. Mais n'ayons pas la mémoire sélective.

Avant 1981, la droite, elle aussi, se rassurait : la règle, c'est qu'elle gagnait l'élection présidentielle. Et puis est arrivée une exception qui s'appelait François Mitterrand : pour la première fois, la gauche a gagné l'élection présidentielle.

De la même manière, avant 1997, la droite se rassurait : la règle, c'est qu'elle gagnait les élections législatives – quand celles-ci ne suivaient pas une élection présidentielle. Et puis est arrivée une exception qui s'appelait Lionel Jospin : pour la première fois, la gauche a gagné les élections législatives.

Je ne veux pas que, demain, nous soyons à notre tour victimes de cette croyance en une règle ... qui n'existe pas.

Il ne faut donc pas attendre l'alternance, il faut préparer l'alternative. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Nous devons rechercher l'adhésion à nos idées et non compter sur le rejet de nos adversaires. Nous devons donc être volontaires et courageux.

Nous devons susciter le débat, dire qui nous sommes et ce que nous voulons. Nous devons aller sur le terrain des idées et élaborer une autre politique, fondée sur d'autres valeurs, d'autres objectifs, d'autres méthodes et d'autres outils que ceux de la droite.

C'est cela l'alternative et je suis convaincu que le moyen non seulement le plus digne mais aussi le plus efficace de réussir l'alternance (c'est-à-dire de gagner les élections) c'est de préparer l'alternative et donc d'avancer un projet.

*

Nous sommes réunis ici pour le premier banquet de l'alternative. Et ce n'est pas un hasard si nous sommes à Alfortville.

Parce que, dans notre parti, Alfortville, c'est un symbole. Celui, en 69, de la dernière étape de la SFIO et de la première étape de ce nouveau parti socialiste qui devait naître à Epinay. Alfortville, c'est le symbole des commencements !

Celui, en 1995, de la première réunion d'un candidat à l'élection présidentielle tout juste désigné et qui s'appelait Lionel Jospin. Oui, Alfortville, c'est le symbole des commencements !

Mes amis, sans vous rien de cela ne sera possible. Car le parti socialiste est un parti de militants.

Je vois, dans cette salle, où vous êtes si nombreux, où tous les pronostics d'affluence ont été pulvérisés, beaucoup de visages amis.

René Rouquet, bien sûr, le maire d'Alfortville, à la simplicité naturelle, à la démarche si proche de vous, au caractère infatigable. Il fait partie de ces amis dont la fidélité n'a jamais fait défaut – y compris dans les moments difficiles.

Je vois aussi le visage de mon amie Michèle Sabban, dynamique, combative, toujours présente. Michèle Sabban, la première secrétaire de la fédération du Val de Marne, mais aussi la vice-présidente du conseil régional d'Ile de France qui mènera, avec Jean-Paul Huchon, le combat des prochaines régionales. Michèle, Jean-Paul, je sais tout ce que vous avez réalisé pour la région ; je ne méconnais pas la difficulté du combat ; mais je peux vous dire que toute la gauche d'Ile-de-France souhaite que le porte parole du Gouvernement soit battu. Vous pouvez compter sur nous !

Je vois tant et tant d'autres visages. Certains venus de loin et que je ne pourrai citer

Mais c'est surtout chacune et chacun de vous que je veux saluer et que je veux remercier.

Nous allons, maintenant, faire la fête ensemble car la politique, ce doit être joyeux, ce doit être l'échange – l'échange par le verbe mais aussi l'échange par la table et par la fête.

Je veux, avant cela, vous dire un dernier mot.

Nous vivons, vous le sentez bien, des temps difficiles. Des milliards d'hommes de femmes et d'enfants dans le monde vivent dans la misère extrême et le dénuement total. Le terrorisme, hier encore, fauche des vies, mutile des corps et sème la terreur.

En France même, les difficultés rongent le quotidien de tant et tant de nos concitoyens. Le logement trop cher, les salaires trop faibles, le travail trop précaire ou trop rare, l'avenir trop incertain. Dans ce monde là, dans cette France là, je veux vous dire ma conviction, pour que vous la gardiez à l'esprit pour les combats qui viennent. Vous, socialistes ! Vous êtes le cœur de la gauche ! A gauche, vous êtes le cœur de la France ! La France de demain, pour se relever, pour marcher à nouveau vers l'espoir, a besoin de vous.

Je sais que vous serez au rendez vous de l'alternative.